

Elites stratégiques indonésiennes : vers une recomposition de cercles éminemment politiques ?

Compte-rendu de la table ronde du 22 juin 2017
par le Dr. Alban Sciascia, SIDES / Galatea Consulting
Table-ronde 1/4, Observatoire de l'Asie du Sud-Est, cycle 2017-2018

Participants :

- Orateur : **Dr. Alban Sciascia**, directeur du développement commercial de la société SIDES pour l'Asie du Sud-Est et l'Australie depuis fin 2016 et fondateur de la société de conseil Galatea Consulting. Il a été représentant en chef de la société TAB Consulting International à Jakarta entre 2013 et 2016. A cette occasion, il a représenté plusieurs sociétés françaises du secteur de la défense dans le cadre de leurs projets de coopération – incluant notamment des transferts de technologies – en Indonésie.
- Présidente de session : **Pr. Delphine Allès**, Professeure des Universités en sciences politiques à l'Université de Paris-Est Créteil (UPEC) et chercheure associée à l'Institut de recherche sur l'Asie du Sud-Est contemporaine (IRASEC) à Bangkok.
- Discutante : **Dr. Christine Cabasset**, docteure en géographie et aménagement (Paris Sorbonne IV), spécialisée dans l'étude du tourisme. Elle est également chercheure associée au Centre Asie du Sud-Est (CASE, CNRS/EHESS) et consultante auprès du ministère de l'Éducation du Timor-Leste.
- Audience : 8 personnes.
-

Introduction

La nature des élites indonésiennes

Les lieux de pouvoir des élites stratégiques

Au sein du ministère de la Défense et des forces armées, les élites sont remaniées depuis l'entrée en poste de Joko Widodo

La présidence de Joko Widodo

Le contexte de son arrivée au pouvoir

Les élections de 2019

Politique intérieure

L'émergence d'un conservatisme ?

La politique de défense indonésienne

Une volonté de moderniser les forces armées

Le blocage des projets liés à la défense

Conclusion

Questions & Réponses



Introduction

Les élections présidentielles indonésiennes de 2014 ont divisé le pays d'une manière jusqu'alors rarement observée, entre opposants et supporters du président Joko Widodo¹. Porteur d'espoir démocratique face à son adversaire Prabowo Subianto, Joko Widodo dit « Jokowi », présentait également un programme fort ambitieux en matière d'infrastructures et de politique étrangère et de défense.

Trois ans après son entrée en fonction, les immenses espoirs soulevés par l'élection ont été partiellement déçus ; les projets d'infrastructures ne semblent pas à la hauteur des ambitions présidentielles, et aucune réelle politique étrangère ne semble émerger à l'heure actuelle. La politique de défense se concentre pour l'instant essentiellement autour de la sécurité domestique, plutôt qu'extérieure. Dévoilée en janvier, la politique maritime (*Global Maritime Nexus* et *Global Maritime Fulcrum*) se fonde sur les réglementations et règlementations maritimes. Elle cherche à transformer et renforcer l'espace maritime en se focalisant sur des questions d'ordre culturel². Ainsi, peu d'intérêt est montré pour les questions stratégiques et aucun parti n'est pris sur des questions plus sensibles, en l'occurrence les revendications territoriales. Comment expliquer un tel résultat ?

Issu d'un milieu populaire, n'ayant aucune relation ni avec les élites stratégiques, ni avec les forces armées indonésiennes, l'ancien maire de Solo a réussi une spectaculaire ascension politique. Néanmoins, l'ancien gouverneur de Jakarta et désormais président de la République d'Indonésie, ne peut composer sans les élites dont il ne faisait à l'origine pas partie³ : au sein de

1 - Les élections présidentielles de 2014 ont en effet opposé deux candidats représentant deux versions radicalement différentes de l'évolution politique de l'Indonésie.

2 - Lors de sa campagne présidentielle, Joko Widodo avait fait du *Global Maritime Fulcrum* un élément prépondérant, et mis en avant une politique de destruction des bateaux de pêches illégaux s'aventurant dans les eaux indonésiennes. Cependant, le silence du président sur les incursions chinoises dans les îles Natuna, situées en mer de Chine du Sud et considérées par l'Indonésie comme partie intégrante de sa Zone Economique Exclusive (ZEE), montre une politique plus nuancée : l'administration Jokowi insiste sur l'appartenance des Natuna à la ZEE indonésienne, tout en niant prendre parti sur la question des revendications territoriales dans la région maritime. *Time*, « Visionary or Cautious Reformer ? Indonesian President Joko Widodo's Two Years in Office », disponible à : <http://time.com/4416354/indonesia-joko-jokowi-widodo-terrorism-lgbt-economy/>

En mai 2017, Jokowi a assisté à des exercices militaires à Natuna, signe d'une volonté d'affirmer cette île comme partie intégrante de la ZEE indonésienne. *The Jakarta Post*, « Jokowi witnesses military exercises in Natuna », disponible à : <http://www.thejakartapost.com/news/2017/05/19/jokowi-witnesses-military-exercises-in-natuna.html>

3 - « Avant même son entrée en campagne, l'ancien maire de Solo et gouverneur de Jakarta dut apprendre à composer avec les représentants d'une caste dont il ne faisait pas partie ». Rémy Madinier, « Jokowi, un trublion dans la *Reformasi* des oligarques », *Revue Archipel*, 2016, pp. 259-280, disponible à : <http://archipel.revues.org/318?lang=en>

sa coalition comme dans l'opposition, il s'agit pour lui de les confronter⁴.

Afin d'appréhender la politique en Indonésie, il est ainsi nécessaire d'identifier la nature et le fonctionnement de ces élites stratégiques indonésiennes et d'analyser dans quelle mesure l'arrivée au pouvoir de Jokowi provoque leur recomposition.

Le Dr. Alban Sciascia, chercheur en sécurité maritime et politique indonésienne, explique que ces élites stratégiques sont essentiellement constituées de réseaux et relations personnelles ; l'appartenance à un parti politique n'est pas aussi importante que dans d'autres pays. Il convient d'identifier plusieurs lieux de pouvoir : le palais présidentiel, le parlement, les ministères, les forces armées et la société civile⁵. Ces lieux ont cependant été bousculés par Jokowi, qui s'est livré à une « chasse aux sorcières » au sein des forces armées et du ministère de la Défense. Ce remaniement a placé à la tête du pays des personnes moins compétentes que les précédentes, entraînant une certaine inertie vis-à-vis des projets d'infrastructures et de défense.



La nature des élites indonésiennes

Les lieux de pouvoir des élites stratégiques

Le premier lieu de pouvoir est constitué des hommes du président, parmi lesquels figure en première position Luhut Binsar Pandjaitan. Homme de confiance du président, il est considéré comme le point de contact par les Chinois dans le cadre de la relation bilatérale Indonésie-Chine. En novembre 2016, lorsque le ministère des Affaires étrangères chinois a rencontré son homologue indonésien concernant des actes de « piraterie en mer »⁶, le ministère a spécifié préférer traiter avec Luhut plutôt que la ministre des Affaires étrangères : cela montre l'importance de ce personnage. Pratikno, numéro 3 du gouvernement, ainsi qu'Andi Widjayanto, à présent « visiteur du soir », font également partie des « hommes du président » et possèdent une importance toute particulière au sein de l'organe décisionnel.

Cependant, d'autres personnalités figurant également au premier rang du pays n'ont pas été choisies par le président, mais plutôt imposées par l'ancienne présidente Megawati. Celle-ci a imposé Hendropriyono, qui a pu à son tour positionner certains de ses hommes, notamment Gories Meres. Responsable des questions de sécurité et de renseignement, Meres agit également comme un contre-pouvoir vis-à-vis de Luhut.

4 - « Bousculer les habitudes d'une étroite élite politique, Jokowi a dû affronter, jusqu'au sein de son propre parti, de puissantes résistances qui l'ont contraint à établir une hiérarchie délicate et contestée dans la mise en œuvre de son programme », Madinier, *Ibid*.

5 - Cf. la note d'introduction à la table ronde n°1/8 de l'Observatoire Asie du Sud-Est, cycle 2017-2018.

6 - Selon les termes employés par la partie chinoise.

Parmi les forces armées, dont le personnel a, à l'instar du ministère de la Défense, été remanié à l'arrivée de Joko Widodo au pouvoir, une personne notable et compétente est le colonel Gita Amperiawan, qui a effectué un retour en grâce au poste de directeur des technologies industrielles de défense (DIRTEKIND). Il s'agit d'un poste stratégique dans le cadre de coopérations bilatérales, puisqu'il décide et valide les transferts de technologie. Egalement très compétent pour les questions de sécurité en Indonésie, l'actuel chef de la police Tito Karnavian est considéré par les Singapouriens, les Australiens et les Américains comme le point de contact et la personne de référence sur les questions de contre-terrorisme et de sécurité en Indonésie. Enfin, Budi Gunawan, nommé chef des services de renseignements (BIN), semble plus compétent que son prédécesseur⁷.

Les élites présentes dans la société civile sont majoritairement liées au *think tank* indonésien CSIS (Centre for Strategic and International Studies), au sein duquel Evan Laksmana est le personnage le plus à même de réformer la politique de défense indonésienne. En outre, il pourrait monter au sein du ministère de la Défense ou des Affaires étrangères d'ici cinq à dix années ; ce sera un personnage avec lequel il faudra compter.

En dernier lieu, il convient de mentionner le rôle des tycoons sino-indonésiens. Ils jouent un rôle prédominant dans la recomposition des cercles politiques et agissent de manière assez significative envers les élites stratégiques, en façonnant par exemple certaines personnalités pour leur permettre d'accéder au statut de ces élites.

Au sein du ministère de la Défense et des forces armées, les élites sont remaniées depuis l'entrée en poste de Joko Widodo

Au sein du ministère de la Défense et des forces armées, tous les militaires et hauts fonctionnaires proches de l'administration précédente ont été évincés ; à leur place ont été nommées de nouvelles personnes ne possédant pas toujours les compétences nécessaires aux fonctions occupées. Dans la même optique de « chasse aux sorcières », le poste de vice-ministre de la Défense a été supprimé, ce qui a considérablement affaibli le ministère de la Défense.

Toutefois, le secrétaire général de la Défense en charge de la question de l'ensemble des projets stratégiques quitte ses fonctions cet été ; il devrait être remplacé par des personnes relativement compétentes, ce qui permettrait ainsi une meilleure politique de défense.

7 - Son prédécesseur publiait des photos et informations relatives aux services de renseignement sur Instagram.

La présidence de Joko Widodo

Le contexte de son arrivée au pouvoir

Joko Widodo a obtenu la majorité présidentielle grâce à un contexte particulier. Il a su jouer de ses relations et se rapprocher de certains partis. Selon Alban Sciascia, c'est essentiellement l'entourage de Jokowi qui a permis son accession au pouvoir. Sans remettre en cause les compétences du président indonésien⁸, des personnages comme Luhut Binsar Pandjaitan ont joué un rôle essentiel : celui d'intermédiaire au sein du parti. Autre exemple : la décision de parler et de proposer le *Global Maritime Axis*, *Global Maritime Fulcrum* la veille du débat présidentiel, n'émane pas de Joko Widodo, dont les connaissances sur le sujet n'étaient pas exhaustives, mais de Rizal Sukma. C'est ce dernier, actuellement ambassadeur à Londres, qui a préparé et mené ce programme.

Les élections de 2019

Si Joko Widodo a su se hisser au pouvoir en deux ans, il n'est pas sûr qu'il puisse en faire autant lors des prochaines élections présidentielles de 2019⁹. En réduisant le budget défense, le président semble se focaliser essentiellement sur des projets d'infrastructures. Or, ceux-ci connaissent des difficultés : le terminal 3 de l'aéroport de Jakarta, monté par une entreprise publique et critiqué par l'actuel ministre de l'Energie, n'est pas dans le meilleur des états¹⁰ ; les ministres s'opposent à la construction d'une ligne TGV Bandung-Jakarta, etc. Selon Alban Sciascia, ces problèmes sont liés au fait que les Indonésiens veulent « aller trop vite », dans la mise en œuvre des projets d'infrastructures, mais aussi dans l'exercice des transferts de technologies. Ces derniers sont réalisés rapidement, parfois sans penser à tous les investissements nécessaires aux infrastructures. Les entreprises indonésiennes recevant des ToT (*transfer of technology*) ne prennent pas en compte dans leurs budgets relatifs les infrastructures nécessaires à l'accueil des ces ToT, notamment celles liées à l'alimentation en eau et électricité. D'autres raisons expliquent aussi les blocages de projet. Par exemple un projet commun avec la France a été bloqué par des personnes du ministère des Entreprises publiques, en raison d'une préférence affichée pour une solution concurrente sud-coréenne.

8 - A titre d'exemple, les projets d'infrastructures de Joko Widodo semblent bien lancés, malgré les problèmes de financement liés à une trop grande dépendance des fonds chinois. De plus, d'autres facteurs, notamment d'ordre structurel, ont permis l'arrivée au pouvoir de Joko Widodo. « Adoptée en 2004, mise en œuvre pour la première fois en 2005, l'élection du suffrage universel direct des responsables d'exécutifs locaux (...) permet l'émergence, en marge des habituelles manœuvres d'appareil, d'une nouvelle génération de politiciens dont Jokowi devint le représentant le plus emblématique ». Madinier, *Supra*, Note n°2.

9 - Le contexte particulier qui a permis son accession au pouvoir il y a deux ans est aujourd'hui très différent.

10 - Depuis l'inauguration du terminal en août 2016, des fuites d'eau ou problèmes de canalisation apparaissent, tandis que le plafond d'entrée du terminal 3 s'est effondré en juin 2017.

Le bilan actuel de Joko Widodo étant ainsi mitigé, et les candidats ne s'étant pas encore prononcés, il sera intéressant de voir quelles seront les alliances politiques et le positionnement des élites à l'approche des élections présidentielles de 2019.

Politique intérieure

L'émergence d'un conservatisme ?

Si l'Indonésie voit émerger une forme de conservatisme sur le plan religieux, notamment parmi les militaires indonésiens, il convient aussi de noter que les actes violents perpétrés à l'égard des minorités sont moins nombreux qu'auparavant¹¹.

Futur gouverneur de Jakarta à partir d'octobre 2017, personnalité respectée et reconnue, Anies Baswedan s'est considérablement rapproché d'organisations islamistes et a tenu, lors de sa campagne, à s'exprimer au FPI (le Front des Défenseurs de l'Islam) afin de souligner son appartenance au courant sunnite et non chiite. Alban Sciascia précise d'ailleurs que le FPI n'est pas un foyer de fondation d'un radicalisme combattant, et est à dissocier des attaques à Marawi.

Moins visible les années précédentes, ce conservatisme semble cependant ressurgir. La division devient plus prononcée entre les libéraux et les conservateurs, sans être nécessairement liée aux différences de concepts politiques. Il sera intéressant d'examiner la manière dont Anies Baswedan jouera en tant que gouverneur : va-t-il continuer de faire de la mobilisation politico-religieuse, comme lors de sa campagne, ou va-t-il s'affirmer comme il paraît être, c'est-à-dire un démocrate convaincu¹² ?

11 - Si on sent une opposition grandissante entre les tenants d'un islam considéré comme politisé et les libéraux, l'Indonésie ne connaît toutefois plus d'immenses vagues de violences, durant lesquelles on voyait des attaques de villages, lancées notamment par le FPI (le Front des Défenseurs de l'Islam, une organisation sunnite islamiste), qui brûlaient des maisons entières et faisaient plusieurs morts.

12 - En outre, notons également que beaucoup de clients indonésiens, notamment des tycoons (les grands noms de l'économie), s'étaient opposés au précédent gouverneur de Jakarta, Basuki Tjahaja Purnama, plus connu sous le nom de Ahok. En nationalisant l'ensemble des services au sein du gouvernement de Jakarta, celui-ci s'est constitué des ennemis. Il sera intéressant de voir également la manière dont Anies s'inscrira en tant que gouverneur sur cet aspect-ci.

La politique de défense indonésienne

Une volonté de moderniser les forces armées

Si l'accent est mis sur les infrastructures sous la présidence de Joko Widodo, on observe également une politique visant à moderniser les forces armées¹³. Celle-ci est entamée en 2010, les précédents embargos économiques n'ayant été que récemment levés¹⁴. Le secrétaire de la Défense s'appuie essentiellement sur des entreprises étrangères : cette modernisation est donc très dépendante, notamment des entreprises chinoises. Grâce à ces coopérations internationales, Jakarta commence à se positionner militairement¹⁵.

En outre, la succession en 2016 et au premier semestre 2017 de plusieurs chefs d'Etat en visite en Indonésie, notamment le roi d'Arabie Saoudite et le président François Hollande, montre un dynamisme certain et des potentialités à venir en matière d'armement indonésien¹⁶.

Le blocage des projets liés à la défense

Cette modernisation des forces armées est liée au plan *Minimum Essential Force*. Lancé en 2012, mais anticipé dès 2006-2008, ce plan prévoit plusieurs projets stratégiques, notamment pour les avions, les missiles, voire les porte-avions. Cependant, ces projets sont à l'heure actuelle bloqués. Pour Alban Sciascia, ce blocage s'explique par l'inertie de l'actuelle équipe du ministère de la Défense¹⁷. Si l'on prend l'exemple du tank moderne, qui devait être conçu avec la société turque FNSS, l'on s'aperçoit que le projet,

13 - Cette politique en faveur d'une modernisation des forces armées et des armements s'explique d'une part par l'asymétrie entre l'ampleur de l'armée et l'envergure de l'archipel indonésien, et d'autre part par des facteurs internationaux qui ne leur laissent d'autre choix que de devenir plus opérationnels.

14 - Suite à l'intervention militaire indonésienne de 1999 au Timor oriental, les Etats-Unis et l'Union européenne avaient imposé des embargos sur les armes.

15 - Les exercices militaires de mai 2017 montrent que Jakarta est déterminé à consolider sa position autour des îles Natuna. Si la Chine est une préoccupation clef, d'autres pays du sud-est asiatique inquiètent également l'Indonésie, notamment en matière de pêche illégale. *The Diplomat*, « What's With Indonesia's 'Big' Military Exercise Near the South China Sea ? », disponible à : <<http://thediplomat.com/2017/05/whats-with-indonesias-big-military-exercise-near-the-south-china-sea/>>

16 - Lors de la visite de M. Hollande, la société indonésienne PT PAL et le constructeur français de navires DCNS ont signé un mémorandum sur la compréhension de leur collaboration, par exemple en matière de sous-marins. *Asia Times*, « Indonesia's quest for a green-water submarine force », disponible à : <<http://www.atimes.com/article/indonesias-quest-green-water-submarine-force/>>

17 - Et peut-être également de leur manque de connexions avec les agences ou personnes adéquates.

déjà engagé financièrement et budgété, est en retard car le budget final n'a toujours pas été rendu du côté indonésien. De plus, les entreprises indonésiennes sont incapables de produire par elles-mêmes du matériel.

Un réel blocage existe depuis 2014 au ministère de la Défense. Pour Alban Sciascia, les nouvelles personnes en charge depuis l'entrée en fonction de Joko Widodo, ne sont pas aussi compétentes que celles de l'administration précédente sur ces projets stratégiques.



Conclusion

L'Indonésie a élu à sa tête un président dont l'intérêt pour la politique étrangère semble limité. Joko Widodo est arrivé au pouvoir dans un contexte particulier, dans lequel son entourage a joué un rôle prépondérant. Si le président met l'accent sur les projets d'infrastructures, ceux-ci ne voient cependant pas nécessairement le jour, ou sont menés en hâte. De même, la récente modernisation des forces armées est très dépendante des entreprises étrangères (notamment chinoises), et les projets liés à la défense se trouvent souvent bloqués par un ministère de la Défense en pleine inertie. A ce jour, aucun bâtiment indonésien n'est en mesure de jouer un rôle dissuasif en mer de Chine méridionale, sujet épineux que le gouvernement indonésien et Luhut, point de contact avec Pékin, prennent d'ailleurs soin de ne pas mentionner.



Questions et réponses

Sur la question d'une évolution des élites stratégiques indonésiennes, potentiellement liée aux nouvelles générations, Alban Sciascia affirme qu'à moins d'un bouleversement politique majeur, aucune évolution n'aura lieu. Quant aux jeunes générations, notamment celles issues de la classe moyenne, il s'interroge sur leur intérêt pour les questions de politiques intérieures : celui-ci semble absent.

Concernant le rôle de Luhut Binsar Pandjaitan dans le gouvernement, Alban Sciascia explique qu'il a été désigné lorsque le gouvernement indonésien a publié en 2015 et 2016 la liste des ministres et directeurs d'instituts qui devraient être les points de contact avec les autres pays. Personne très réaliste, ayant compris les intérêts actuels de l'Indonésie à travailler avec la Chine, Luhut ne reconnaît pas, à l'instar de son gouvernement, les questions de revendications territoriales dans la mer de Chine méridionale. Il reste ainsi le véritable interlocuteur et point de contact : lorsqu'elles souhaitent s'adresser à la Chine, les chancelleries indonésiennes ne contactent plus le ministère des Affaires étrangères, mais bien Luhut.

Sur l'évolution des acquisitions indonésiennes en matière de défense, Alban Sciascia ne pense pas que Pékin restera en position de force. Concernant le futur de la politique de défense indonésienne, Alban Sciascia estime que Jakarta maintiendra son positionnement vis-à-vis de la Chine. Sur le point des revendications territoriales en mer de Chine méridionale, beaucoup de discours sont déclamés mais peu d'actes sont observés. La modernisation de l'armée est en cours, mais à ce jour aucun bâtiment indonésien n'est capable de jouer un rôle dissuasif dans la zone. Des interventions militaires sur le territoire indonésien seraient difficiles à mener en raison d'un manque d'infrastructures sur la base navale, rendant un éventuel déploiement difficile. De fait, l'Indonésie officiellement se plaindra de la navigation de bateaux chinois dans leurs eaux, sans agir toutefois.